

VILLE DE CHALETTE SUR LOING
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023
Conseil municipal du 23 mars 2023

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités territoriales. Il doit être présenté dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif et doit permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée sur la situation financière de la ville

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux et donc substituer le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) au Débat d'Orientation budgétaire (DOB) en complétant notamment les dispositions relatives au contenu du débat.

Il est ainsi spécifié à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales que :

« Dans les communes de 3500 habitants et plus, le Maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Dans les communes de plus de 10000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le Département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Le ROB comporte notamment des données sur le contexte budgétaire international, l'environnement économique national, les orientations budgétaires de l'Etat concernant les collectivités locales, une analyse de la situation financière de la collectivité ainsi que les perspectives pour l'année concernée.

1 – Le contexte international et national

Après le fort rebond de l'activité mondiale en 2021 (+6,1%) succédant à une contraction de la croissance économique de 2020 (-3,6%) sous l'effet de la pandémie COVID, la dynamique de l'économie mondiale s'est trouvée fortement impactée par le contexte d'instabilité généré par le déclenchement de la guerre en UKRAINE début 2022.

Le choc sans précédent, depuis les années 1970, provoqué par cette guerre sur les prix de l'énergie a eu des répercussions en cascade sur tous les pans de l'économie avec une augmentation des coûts d'approvisionnement et des prix des matières premières. L'inflation qui s'est ainsi généralisée à l'ensemble des pays et des produits est très persistante. Mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) elle atteint en octobre 2022 10,7% en glissement annuel dans la zone OCDE. Les mesures prises par les différents pays pour juguler cette inflation devraient permettre une modération courant 2023 avec un reflux autour de 6,6%.

Au niveau national, la France tire son épingle du jeu avec un niveau de l'inflation beaucoup moins marqué que celui constaté dans les autres pays avancés.

Suivant les projections de la Banque de France, après une année 2022 plutôt résiliente, l'activité économique nationale connaîtrait un net ralentissement en 2023 puis une reprise à l'horizon 2024-2025.

Ainsi la croissance annuelle du PIB qui s'est malgré tout maintenue en 2022 autour de 2,6% en moyenne, ne devrait être que de l'ordre de 0,3 % en 2023 avec une reprise à l'horizon 2024 de l'ordre de 1,2%. Ces prévisions de reprise tablent sur un reflux des tensions inflationnistes d'ici fin 2023 avec une inflation qui redescendrait autour de 4 % en glissement annuel en fin d'année et à 2,4% à fin 2024.

2 – Le contexte des finances publiques

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 intervient dans un contexte d'instabilité, à l'instar des lois de finances des trois dernières années, et est marqué par les événements développés supra.

Il a été élaboré en intégrant les hypothèses macro-économiques suivantes :

- Une croissance du PIB de 0,8 % en 2023 après une croissance en 2022 qui s'établirait à 2,6 % en raison de la résilience de l'économie française mais bien en deçà des 6,8% de 2021 ;
- Une inflation à 6 % en 2023, identique à 2022,
- Un déficit public de 5 % du PIB contre 4,8% en 2022 et 8,4% en 2021 ;
- Une dette publique de 111,2% du PIB contre 111,6% en 2022 ;
- Des dépenses publiques représentant 56,6% du PIB contre 57,6 % en 2022.

2.1. Le maintien du niveau des concours de l'Etat aux collectivités dans un contexte d'incertitude

Le montant des concours financiers s'élève à 53,1 Mds € en 2023 contre 52,7 Mds €, en augmentation de 400 M€. Pour l'exercice 2023, la Loi de Finances prévoit un certain nombre de prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités parmi lesquels figure le « filet de sécurité » sur les dépenses énergétiques pour 1,930 Mds € (dont 1,5 M€ au titre de 2023 et 430 M € de reliquat pour 2022). Les mesures de soutien prises dans le cadre de la Loi de Finances rectificative pour 2022 face à la flambée des prix de l'énergie sont prolongées en 2023 avec un abaissement des seuils permettant un élargissement à un plus grand nombre de collectivités.

Les critères d'éligibilité pour 2023 sont les suivants :

- une baisse de l'épargne de brute de 15% (provoquée principalement par l'augmentation des prix de l'énergie) ;
- un potentiel financier par habitant inférieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique.

Le montant de la dotation sera égal à 50% de la différence entre la progression des dépenses d'énergie et 50 % de la hausse des recettes réelles de fonctionnement.

Pour 2022, la Ville ne semble pas être éligible au dispositif. Une demande d'explication a été transmise à Madame la Préfète.

Par ailleurs, la ville s'est inscrite dans le dispositif gouvernemental d'« amortisseur électricité », auprès d'EDF visant à plafonner les tarifs.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) reste relativement stable par rapport à 2022, en augmentation de seulement 117 M € malgré l'abondement de 320 M€ afin de garantir le maintien, voire l'augmentation des dotations pour 95% des collectivités. Cette enveloppe supplémentaire permet ainsi une hausse de 200 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale (DSR), 90 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de 30 millions d'euros pour la dotation d'intercommunalité. Globalement, le montant de la DGF pour 2023 est porté à 26,9 Mds €, contre 26,8 Mds € en 2022.

Dans le cadre de la transition écologique, la Loi de Finances dote de 1,5 Mds € un fonds d'accélération écologique, appelé « Fonds Verts » afin de soutenir les actions des collectivités locales en matière de performances environnementales (rénovation des bâtiments publics), d'adaptation de leurs territoires au changement climatique (risques naturels...) et d'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

La gestion de ces crédits est déconcentrée aux Préfets qui seront chargés de sélectionner les projets présentés par les collectivités territoriales.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'évolution rétrospective des grandes masses de la section de fonctionnement

Les données de ce tableau présentent l'évolution des principaux agrégats financiers calculés par la direction générale des finances publiques (DGFIP) avec une comparaison par rapport à la moyenne des communes de même strate.

(en milliers d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	Montant 2021 en €/hab	moyenne nationale strate	2022
Produits réels de fonctionnement	18 347	19 161	19 597	18 632	20 028	1 528	1 357	19 897
dont impôts locaux	7 145	7 125	7 429	7 504	7 606	583	576	7 888
dont dotation globale de fonctionnement	3 850	3 936	3 979	4 016	4 092	314	174	4 141
Charges réelles de fonctionnement	15 824	16 316	17 413	16 444	17 742	1 359	1 213	18 981
dont charges de personnel	10 420	10 429	10 596	10 626	10 924	837	672	11 943
dont charges à caractère général	3 470	3 869	4 368	3 784	4 279	328	265	5 643
dont charges financières	281	336	333	352	326	25	21	306
dont subventions versées	504	529	574	612	560	38	88	626

Source : DGFIP, comptes de gestion des communes 2021

Les produits réels de fonctionnement connaissent une évolution de 9 % sur la période considérée (2017 – 2021).

Cela place la commune au-dessus de la moyenne nationale.

La DGF n'a pas connu la même dynamique puisque son évolution n'a été que de 6 %.

De 2017 à 2021, les charges de fonctionnement ont augmenté, en dépit d'une maîtrise globale des dépenses de personnel et des charges financières auxquelles sont venus s'ajouter les effets de la crise sanitaire. En 2021, les charges par habitant (1 359 €) sont néanmoins supérieures à la moyenne de la strate (1 213 €).

2022 a vu les charges à caractère général évoluer fortement à la hausse, sous l'effet cumulé d'une envolée inflationniste et d'une sortie de crise qui a conduit à retrouver les chiffres de 2019 (pour les charges à caractère général).

S'agissant des ressources humaines, l'augmentation d'un million de la masse salariale prend en considération les + 3.5 % du point d'indice, les évolutions de carrière du personnel, les recrutements visant à optimiser notre nouvel équipement aquatique.

Les recettes de fonctionnement

La fiscalité

La fiscalité locale est composée des éléments suivants :

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux taxe d'habitation	23,05 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Taux taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires	0,00 %	23,05 %	23,05 %	23,05 %	23,05 %
Taux taxe foncière sur le bâti	32,73 %	51,29 % (*)	51,29 %	51,29 %	53,85 %
Taux taxe foncière sur le non bâti	74,40 %	74,40 %	74,40 %	74,40 %	74,40 %

(*) 32,73 % (part ville) + 18,56 % (ex part du Département) soit 51,29 % pour la Taxe Foncière sur les Propriétés bâties (T.F.P.B.)

Le produit des impositions s'appuiera cette année sur la revalorisation des bases des valeurs locatives fixée à 7 % sur les bases de la taxe foncière des ménages.

En effet, depuis la loi de finances pour 2017, le mode de calcul de la variation nominale des valeurs locatives des locaux autres que professionnels correspond à l'inflation constatée entre le mois de novembre n-2 et le mois de novembre n-1 (indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)). A fin novembre 2022, l'IPCH s'est établi à 7%, contre 3,4 % pour la même période en 2021. Les prévisions de recettes fiscales inscrites pour 2023 tiennent donc compte de cette revalorisation des bases locatives à intervenir au titre de l'année 2023.

L'équilibre du présent budget ne peut malheureusement s'obtenir sans effort fiscal. Les hausses de prix maintes fois décriées ne peuvent être compensées par nos recettes actuelles. Comparés aux inscriptions budgétaires 2022, le carburant a augmenté de 25%, les gaz et électricité de 65 %, les matières premières alimentaires de 16 %, les transports de 32 %, les assurances de 30 %....

Par conséquent, il est proposé d'augmenter notre taux de taxe foncière sur le bâti de 5 % afin de le porter à 53,85 %.

Ainsi, en retenant cette hypothèse, le produit de fiscalité directe devrait atteindre 8 674 000 € en 2023.

Les concours financiers de l'Etat

La Dotation Globale de Fonctionnement est composée de la Dotation Forfaitaire, de la Dotation de Solidarité Urbaine et de la Dotation Nationale de Péréquation. Elle constitue la dotation la plus importante. Le montant prévisionnel des dotations s'établit à 4 059 617 millions d'euros.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
dotation forfaitaire	1 689 000	1 642 231	1 584 888	1 575 743	1 982 180	1 900 000
DSU	2 222 530	2 307 993	2 396 900	2 474 815	2 109 400	2 100 000
DNP	24 220	29 664	34 501	41 401	49 681	59 617
Total DGF	3 935 750	3 979 888	4 016 289	4 091 959	4 141 261	4 059 617

Les dotations communautaires

En l'absence de transfert de compétences en 2022, l'attribution de compensation est estimée stable à 3 002 640 €.

La dotation de solidarité communautaire (290 000 €) évoluera à la marge suivant la variation des indicateurs servant à son calcul.

Enfin, la ville bénéficie de différentes taxes pour lesquelles elle ne dispose pas de marges de manœuvre pour les faire évoluer. Il s'agit notamment de :

- des droits de mutation, dont le taux est fixé nationalement, qui correspondent à la quote-part des droits et taxes perçus par les notaires et qui reviennent à la ville lors d'un changement de propriétaire.
- de la taxe sur l'électricité, dépendant de la consommation énergétique des foyers raccordés,
- de la redevance des mines
- de la taxe locale sur la publicité extérieure

Il est proposé de maintenir une inscription prudente à partir des montants perçus ces 3 dernières années.

Les montants des autres participations de l'Etat correspondent aux subventions pour les actions « Politique de la ville ». Celles-ci ne sont pas connues à ce jour et donc non reprises dans l'équilibre budgétaire.

	2021	2022	2023
Attribution de compensation	3 002 638	2 752 418	3 002 640
Taxe sur l'électricité	196 863	257 017	296 000
Taxe locale sur la publicité extérieure	92 010	83 078	80 000
Droits de mutation	241 659	239 611	240 000
Redevance des mines	1 708	1 100	1 100
Dotation de solidarité communautaire	308 939	290 253	290 000
FPIC	241 316	245 972	249 314
Fonds départemental de taxe professionnelle	120 097	118 563	120 000

La CAF qui accompagne financièrement les collectivités a modifié son mode de contractualisation en regroupant prestations et bonus dans une même convention, la CTG. Le montant prévisionnel 2023 est retenu à hauteur de 380 000 euros.

Les recettes tarifaires

Les autres produits proviennent des recettes tarifaires de l'ensemble des services offerts par la collectivité :

- restauration scolaire,
- résidence autonomie J. DUCLOS
- accueils périscolaires,
- centres de loisirs,
- petite enfance
- sports et jeunesse

Pour 2023, des recettes sensiblement supérieures à 2022 soit 1 425 250 € sont attendues. La commune n'a répercuté aucune hausse des coûts de certaines prestations et matières premières.

Les revenus des immeubles sont évalués pour 2023 à :

	2021	2022	2023
Revenus des immeubles	76 840	91 576	57 875

A ces recettes, il conviendra d'intégrer le montant des remboursements d'indemnités journalières par l'assurance maladie pour 110 000 €.

Autres produits de gestion courante : 25 000 €.

Il s'agit des remboursements d'assurance, de trop perçus, des règlements de factures admises antérieurement en créances éteintes.

Après une de crise sanitaire qui a modifié régulièrement le fonctionnement des services municipaux,

obligeant le personnel communal à s'adapter pour la poursuite du service public, cette année 2023 va désormais se dérouler dans un contexte économique inflationniste qui doit conduire nos collectivités à réfléchir autrement.

Les marges réduites qui existent sur les recettes exigent de porter une attention particulière à nos dépenses de fonctionnement et faire une utilisation optimale des moyens disponibles.

Dans ce contexte difficile, exigeant toujours plus de maîtrise de la dépense publique, la Ville souhaite néanmoins poursuivre son programme d'actions ambitieux en direction des chalettois.

Les dépenses de fonctionnement

Face aux contraintes des recettes, la maîtrise des dépenses de fonctionnement s'impose à nouveau cette année.

Les charges à caractère général

Avec une enveloppe de 6,38 M€, en légère baisse par rapport aux inscriptions budgétaires 2022, les dépenses de charges à caractère général se composent de l'ensemble des achats, des dépenses d'activité des services municipaux et de dépenses d'entretien courant des bâtiments, des fluides, assurances et taxes.

Avec le niveau inédit d'inflation et l'envolée des prix de l'énergie, les principales augmentations sont liées aux postes suivants :

- Le carburant et le chauffage ;
- L'électricité,
- Le gaz,
- L'entretien, la réparation et la maintenance du patrimoine, compte tenu de la revalorisation des contrats
- Les frais de location de cars et de transports, afin d'assurer les sorties dans le cadre des activités scolaires et périscolaires
- Les achats de fournitures et prestations intervenant dans les services à la population, en raison notamment de l'augmentation des prix de fabrication des repas scolaires, avec une prévision d'inflation sur les produits alimentaires mais également des prévisions d'évolution des effectifs

L'objectif pour 2023 est de maîtriser voire réduire les charges courantes en compensant les hausses qui s'imposent à la collectivité, sachant que les seuls frais d'électricité et de gaz ont connu, en 2022, une hausse de presque 50 % par rapport au prévisionnel 2022.

Pour 2023, une augmentation de 15 % supplémentaire est anticipée portant ainsi les crédits dédiés à + 680 000 euros par rapport au prévisionnel 2022.

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre regroupe les contributions obligatoires, les subventions aux associations et aux établissements communaux mais aussi les indemnités et cotisations des élus ainsi que les abonnements aux logiciels.

	2021	2022	2023
indemnités, frais de formation et de missions des élus	242 896	243 872	244 000

admissions en non-valeur et créances éteintes	7 323	8 020	16 600 (dont 10 000 de provisions comme l'exige la M57)
subventions de fonctionnement versées (associations et CCAS)	483 489 (*)	625 536 (**)	651 191

(*) la subvention au CCAS n'a pas été intégralement versée

(**) 190 000 € de subvention versée au CCAS, contre 230 000 en 2023

Les charges de gestion courante sont donc en légère augmentation par rapport au budget antérieur.

Les charges financières

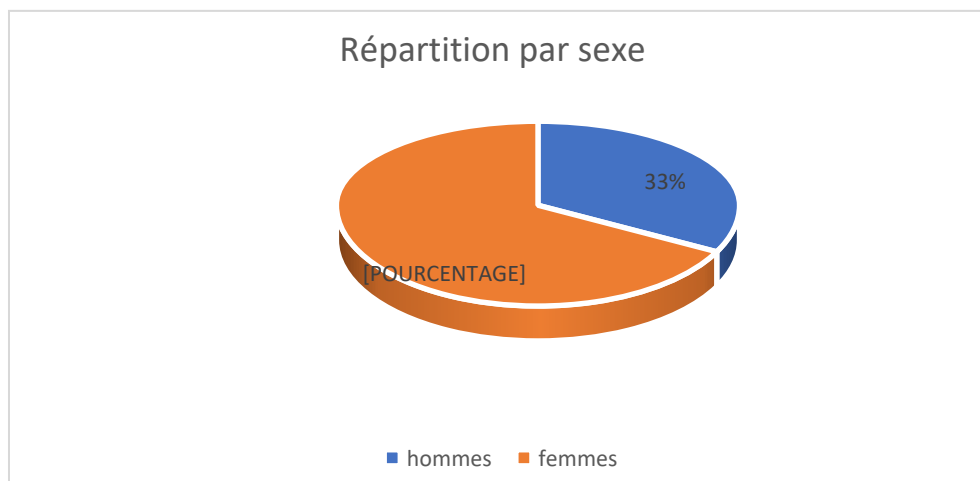
Les crédits alloués au paiement des intérêts de la dette seront également en diminution en 2023.

	2021	2022	2023
Intérêts d'emprunts	335 026	306 494	290 495

Les dépenses de personnel

Premier poste de dépenses courantes pour la Ville, la gestion des ressources humaines s'exerce dans un cadre budgétaire rigoureux.

L'effectif municipal (arrêté au 1^{er} décembre 2022) : 334 agents

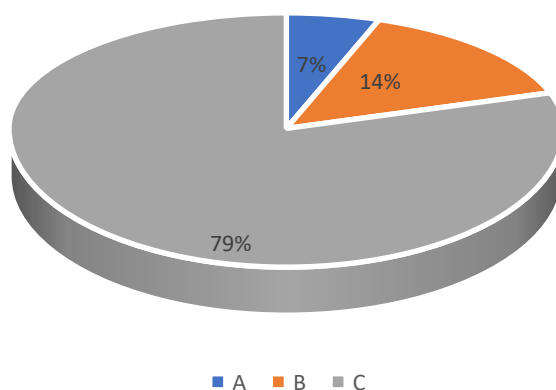


En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

Titulaires & stagiaires	211
Non titulaires permanents	82
Non titulaires occasionnels	34
Apprentis, contrat accompagnement emploi	7

94 % des fonctionnaires travaillent à temps complet. Ce chiffre est de 80 % pour les non titulaires.

Répartition par catégorie



Filières	Femmes			Hommes			Totaux
	A	B	C	A	B	C	
Administrative	7	8	38	3	1	2	59
Technique	0	0	68	1	5	51	125
Animation	0	5	62	0	1	18	86
Culturelle	0	1	2	0	6	1	10
Sportive	0	4	0	1	6	1	12
Police	0	0	2	0	1	4	7
Médico-sociale	6	9	10	3	0	0	28
TOTAUX	13	27	182	8	20	77	327

Après plusieurs années de forte maîtrise et une année 2022 plus consommatrice sur ce chapitre, le budget 2023, malgré sa rigueur, sera impacté par plusieurs facteurs :

- Une mesure de périmètre : le paiement en année pleine du personnel du centre aquatique (ouverture en juin 2022),
- Les hausses mécaniques qui s'imposent à la collectivité : effet GVT (glissement, vieillesse, technicité), revalorisation du point d'indice de 3,5 %, reclassements indiciaires...

En 2022,

- les traitements ont représenté **6 716 830 €** :
 - ils concernent : agents titulaires et contractuels, les apprentis, les agents en contrats aidés, les élus, les stagiaires, les vacataires, les professeurs des écoles (études surveillées, accompagnement classe verte)
 - Outre les traitements de base des agents, ils comprennent les indemnités des élus (**201 350 €**), le supplément familial, la nouvelle bonification indiciaire, les indemnités de régie, les indemnités d'astreinte, les indemnités de mobilité, les congés payés.

Les heures supplémentaires représentaient **113 620 €**, le régime indemnitaire **1 069 175 €**, le complément de rémunération **378 350 €** et la participation à la prévoyance et à la mutuelle **32 490 €**

Localement, l'année 2022 aura été marquée par :

- la mise en œuvre des 1607 heures.
- Mise en œuvre du télétravail au 1^{er} juillet 2022, facteur d'attractivité
- Mise en place de la norme comptable M57 au sein de la collectivité qui impacte significativement les directions des finances mais aussi des ressources humaines.

Les orientations de ce nouvel exercice viseront :

- La rationalisation des recrutements, avec priorité donnée aux mutations internes et aux reclassements des agents en attente de mobilité
- La poursuite de la démarche de prévention des risques au sein de la collectivité
- A s'inscrire dans une politique de recrutements sur la base de remplacements non généralisés, de la mise en place progressive d'une Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences. Il sera attendu un soin particulier à la politique de gestion des ressources humaines dans le cadre d'une montée en efficacité de l'ensemble des services compatible avec une amélioration générale du bien-être au travail. Il s'agira donc de veiller à la plus stricte discipline dans l'évolution des effectifs tout en travaillant à une meilleure valorisation des agents en poste ;
- Les créations de postes liées à l'évolution de l'organigramme en lien avec l'optimisation des moyens de la collectivité seront conditionnées, dans la mesure du possible, à des suppressions équivalentes afin de ne pas augmenter les effectifs en termes d'ETP,

Parallèlement à la poursuite des chantiers en cours, d'autres projets seront initiés au sein de la collectivité :

- Réflexion sur la mise en œuvre des horaires variables,
- Valorisation des 40 minutes de travail hebdomadaires.
- Optimiser le suivi des demandes liées aux évaluations

Le budget 2023 alloué aux charges de personnel devrait ainsi se situer aux environs de 12,4 millions, soit 450 000 euros de plus qu'en 2022.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement

L'autofinancement

L'autofinancement résulte du solde positif entre recettes réelles de fonctionnement (RRF) et dépenses réelles de fonctionnement (DRF). Il permet d'assurer le remboursement de l'annuité de la dette (obligation réglementaire) et, pour le surplus, de financer les dépenses d'équipement propres et les subventions d'équipement versées.

La forte hausse des dépenses liée à l'inflation impacte très fortement la capacité d'autofinancement à compter de 2023.

Ainsi, il est prévu d'opérer un virement de section minium (84 000 €) afin de couvrir l'annuité d'emprunt 2023 en ayant recours aux dotations d'amortissements et de provisions, conformément à l'article L 1612-4 du code général des collectivités territoriales .

(en milliers d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	Montants 2021 € / hab	moyenne nationale strate
Excédent brut de fonctionnement	3 436	3 481	3 423	2 998	3 148	241	219
Capacité d'autofinancement (CAF) brute	3 145	3 429	2 789	2 740	2 853	219	204
CAF nette	2 538	2 812	1 955	1 797	1 928	148	117

Source : DGFiP, comptes individuels des communes 2021

Excédent brut de fonctionnement : ce solde intermédiaire de gestion correspond à l'excédent des produits sur les charges de fonctionnement hors opérations financières et exceptionnelles.

Capacité d'autofinancement brute : excédent des produits réels de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement, dont le montant permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (en priorité le remboursement d'emprunts et, pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Capacité d'autofinancement nette : CAF brute – remboursement du capital de la dette.

Les ressources propres affectées à l'investissement

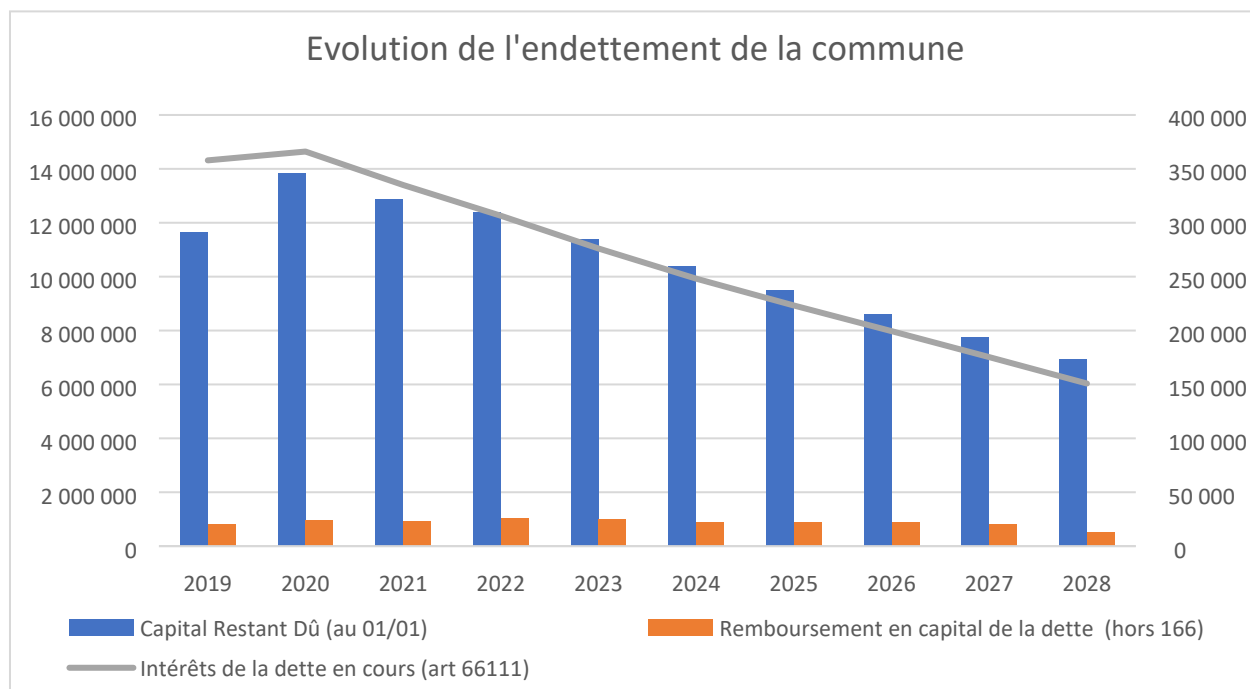
Le investissement seront financés par les ressources habituelles suivantes :

- Le FCTVA (fonds de compensation de la TVA) perçu en 2023 dépend du niveau de réalisation des investissements 2022 et d'une partie des travaux réalisés en fonctionnement.
- La taxe d'aménagement.
- Les subventions d'équipement attendues provenant de l'Etat (dotation à l'investissement, de la région ou du département...
- Les cessions d'immobilisations

Recettes d'investissement hors emprunt

	2021	2022	2023
Subventions d'investissement perçues	416 582	267 400	210 000
FCTVA	2 929 431	1 222 793	1 200 000
Taxe d'aménagement	217 713	74 423	75 135
Amendes de police	41 700	77 930	50 000
Total	3 605 426	1 642 546	1 535 135

L'endettement et l'emprunt



Evolution de l'encours de la dette et capacité de désendettement

La dette de la ville fait l'objet d'une gestion active : chaque année, les emprunts nécessaires au financement des investissements sont souscrits après mise en concurrence des établissements bancaires et des renégociations sont menées dans l'intérêt de la ville dès que cela est possible.

Au 15 mars 2023, l'encours de la dette s'élève à 11 485 761 euros.

L'encours comporte 14 contrats, répartis sur 4 prêteurs (Crédit Agricole, DEXIA, Caisse d'épargne et Caisse des dépôts).

La dette de la Ville est composée principalement d'emprunts à taux fixe (96,6 %), la part à taux variable (3,4 %) étant essentiellement indexée sur de l'Euribor ; ce qui représente un encours très peu exposé aux aléas des marchés financiers et 100% de l'encours est classé en catégorie 1A selon les critères de classement de la charte de bonne conduite (Charte Gissler).

Ratio de désendettement

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Depuis 2019, cette règle prudentielle visant à encadrer le recours à l'emprunt des collectivités a été introduite dans le code général des collectivités territoriales avec un plafond référence maximum qui, pour les communes, est de 11 à 13 ans.

La capacité de désendettement du budget principal au 31/12/2022 est de 4,5 années.

Compte tenu de l'impact de la hausse des matières premières, de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique, ce ratio augmentera mécaniquement avec la dégradation de l'autofinancement

Le besoin de financement du budget

Remboursement de la dette en capital

En matière de dette, le capital restant dû au 1er janvier 2023 est de 1 034 067 €.

	2021	2022	2023	2024
Remboursement du capital de la dette	924 805	1 020 438	1 034 067	930 651

À l'élaboration du Budget 2023, il faudrait s'appuyer sur un recours à l'emprunt minimum, au regard des échéances prochaines liées à la démolition/construction du gymnase Paul ELUARD.

Les dépenses d'investissement

L'évolution rétrospective des dépenses d'équipement :

La politique d'investissement de la ville a été maintenue dans la durée à un niveau important, grâce à l'autofinancement dégagé et à nos ressources propres affectées à l'investissement.

2018	2019	2020	2021	2022
8 634 825	11 591 091	4 522 091	8 813 543	7 077 966

S'agissant de 2023, la dégradation de la situation budgétaire évoquée plus haut ne permet pas de dégager un autofinancement propice à porter la même ambition d'investissement pour 2023.

Ainsi, les orientations en matière d'investissement seront extrêmement réduites :

❖ Patrimoine

- La finalisation des vestiaires et locaux administratifs du centre technique municipal.
- Changement des chambres froides et première tranche de réfection des sols de la cuisine centrale
- Poursuite des études visant à la déconstruction de l'école du Bourg

❖ Espace public et aménagement

- Un soin particulier sera apporté aux travaux d'amélioration du cadre de vie dans les quartiers (voirie avec la mise en œuvre du diagnostic réalisé en 2022, espaces verts...)
- Notre programme en matière d'environnement : plan de végétalisation et développement du patrimoine arboré
- La poursuite des travaux pour la rénovation et l'évolution de l'éclairage public, vers du 100 % LED, rendus encore plus indispensables par la hausse du coût de l'électricité.
- Travaux sur l'aire de baignade.

❖ Sports

- Lancement du projet de gymnase Paul Eluard

Ce projet est évalué à 3 950 000 € HT, hors maîtrise d'œuvre et missions annexes. Le concours de maîtrise d'œuvre est en cours. A la date de remise des offres (27 septembre), 27 dossiers de candidatures ont été réceptionnés. Le jury de concours a retenu 3 dossiers. Ces derniers sont invités à présenter une esquisse conformément au programme de l'opération (avril).

Pour rappel, ce projet fait l'objet d'une demande de subvention dans le cadre du CRST.

❖ Education

- Poursuite des travaux de rénovation dans les écoles (performance énergétique, mise en accessibilité, sécurité...).

❖ Services généraux

- Renouvellement des matériels, outillages et mobiliers des services.

En conclusion, la préparation budgétaire pour 2023 s'inscrit dans un cadre totalement inédit pour toutes les collectivités territoriales qui voient leurs marges d'autofinancement se réduire drastiquement sans pouvoir maîtriser les coûts supplémentaires qui s'imposent à elles. La hausse des prix des matériaux, l'augmentation des coûts de l'énergie, la hausse du point d'indice de la fonction publique et l'augmentation des taux d'intérêts réduisent nos marges de manœuvre en alourdissant nos dépenses de fonctionnement.

Face à cette situation, notre responsabilité est d'agir vite en trouvant toutes les marges de manœuvre visant à réduire nos dépenses de fonctionnement dans tous les domaines, afin de les ajuster aux recettes attendues. Jusqu'à présent, nous n'avons pas souhaité réduire le périmètre des services rendus à la population mais une aggravation de la situation pourrait nous y conduire un jour.